ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2016

RELATIF À LA TRANSPARENCE, À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA
MODERNISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 3623)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL626

présenté par
M. Denaja, rapporteur

ARTICLE 9

Après l'alinéa 13, insérer l'alinéa suivant :

« Un décret en Conseil d'État précise les règles déontologiques applicables à ces experts, personnes ou autorités qualifiés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement entend prévenir les conflits d'intérêt lorsque la nouvelle Agence a recours à des experts extérieurs pour contrôler la mise en oeuvre de la peine de mise en conformité décidée par un tribunal.

Comme à l'autorité de la concurrence, il pourrait, à tout le moins, être demandé à ces experts de signer au préalable une déclaration sur l'honneur certifiant qu'ils ne se trouvent pas en situation de conflit d'intérêts compte tenu de l'identité de l'entreprise condamnée.